



**Commentaires du Groupe Canal + relatifs à la consultation publique sur
l'attribution d'autorisation dans les bandes 800 MHz et 2,6 GHz pour les services
mobiles à très haut débit**

Groupe Canal + (ci-après Canal+) remercie l'Autorité pour l'opportunité qui lui est donnée d'exprimer son point de vue sur l'attribution d'autorisations dans les bandes 800MHz et 2,6GHz pour les services mobiles à très haut débit. La consultation de l'ARCEP intéresse directement Canal + dans la mesure où la bande 800 MHz est encore, à ce jour, utilisée pour la radiodiffusion. Nos commentaires porteront donc sur les questions techniques, économiques et de calendrier de la consultation, liées à la libération de cette bande 800Mhz au profit des services de communications mobiles.

Avant d'aborder plus précisément certaines des questions soulevées par l'Autorité dans sa consultation, Canal + souhaite faire deux remarques d'ordre plus général relatives d'une part au développement dans les prochaines années des services mobiles à très haut débit et d'autre part à la stratégie globale de l'Autorité en matière de fréquences.

Sur le premier point, Canal + ne conteste pas les futurs apports du très haut débit mobile sur les plans économique, culturel et sociétal mais, dans la mesure où les fréquences constituent une ressource rare, souhaite rappeler que ces apports doivent être mis en perspective et conciliés avec ceux des nouveaux services audiovisuels. Au titre de ces nouveaux services, il faut citer notamment l'extension de la TNT, le développement des télévisions locales, la télévision haute définition. La plupart de ces services sont déjà en cours de déploiement et répondent à une demande forte de nos concitoyens. Concernant le plan cible de la TNT en particulier, il est important de permettre aux opérateurs de multiplexes le débridage du réseau principal afin d'offrir la meilleure couverture TNT possible à nos concitoyens. On ne peut donc ignorer que les nouveaux services audiovisuels constituent, au moins au même niveau que les services de très haut débit mobile, un enjeu majeur pour l'intérêt général.

Ce constat doit guider la stratégie globale des régulateurs en matière de fréquences. Deux remarques sur ce deuxième point :

- le développement de nouveaux usages et de nouveaux services audiovisuels évoqués ci-dessus implique un besoin croissant de fréquences. Le transfert d'une partie des fréquences libérées par l'arrêt de la télévision analogique hertzienne aux services mobiles à très haut débit de communications électroniques crée, selon le CSA lui-même, une « incertitude majeure quant à la possibilité de satisfaire les besoins identifiés pour le secteur audiovisuel »,
- au-delà du dividende numérique, il convient donc que l'ARCEP étudie d'autres pistes d'optimisation du spectre. En particulier, il semble que les opérateurs de communications électroniques n'aient pas mis en œuvre une optimisation de l'utilisation du spectre sur les bandes de fréquences qui leur ont été dévolues depuis l'apparition du GSM. Des travaux sur cette optimisation en fonction des

évolutions technologiques (mais aussi de la décision sur l'attribution d'une quatrième licence mobile) devraient donc être menés par l'Autorité en parallèle à l'attribution par cette dernière d'autorisations pour de nouvelles fréquences.

Question n°21. Avez-vous des commentaires sur la disponibilité de la bande 800 MHz ?

La date de disponibilité des fréquences est-elle en adéquation avec les besoins des opérateurs ? Dans quelle mesure les dérogations qui pourraient être accordées à d'autres affectataires après le 1er décembre 2011 dans cette bande auraient-elles un impact négatif sur le déploiement des réseaux et sur les offres aux utilisateurs ? Avez-vous des propositions quant aux éventuels problèmes de coexistence entre services mobiles et services de radiodiffusion autour de 790 MHz ? Dans quelle mesure est-il nécessaire de disposer d'une visibilité complète sur la disponibilité effective de la bande 800 MHz sur l'ensemble du territoire pour lancer l'appel à candidatures ?

Pour GC+, il n'est pas concevable que des fréquences dans la bande 800 MHz soient accordées aux opérateurs avant l'extinction totale de la diffusion analogique et le passage au plan de fréquences tout numérique cible.

En effet, les risques de brouillage entre services mobiles et de radiodiffusion analogique sont trop importants pour envisager toute cohabitation dans la même bande de fréquences (UHF):

- a minima, on ne saurait envisager l'attribution de fréquences aux opérateurs avant l'arrêt total de la diffusion analogique à la date fixée par la loi, à savoir le 30 novembre 2011,
- au-delà même de cette date, c'est le plan de fréquences tout numérique cible qui devrait dicter sa conduite à l'ARCEP dans l'attribution de fréquences dans la sous bande. Or, à ce jour, ce plan tout numérique cible n'a pas encore été défini par l'Agence Nationale des Fréquences,
- une allocation de fréquences sur une partie du territoire seulement ne serait pas souhaitable car elle laisserait entière la question du brouillage aux frontières des zones,
- enfin, des travaux sont en cours au niveau national et européen pour identifier les différents cas de brouillage entre services mobiles et services de radiodiffusion numérique (dont la TNT) et élaborer des solutions afin d'assurer la coexistence entre ces applications. Il convient donc d'attendre les résultats de ces travaux avant d'envisager toute attribution de fréquences aux opérateurs dans la sous bande 800 MHz.

Question n°22. Souhaitez-vous apporter des commentaires quant à l'organisation technique de la bande 800 MHz ? Quels sont les avantages et inconvénients respectifs d'un plan de fréquences FDD et du plan TDD décrits plus hauts ? Faut-il en choisir un ? Lequel ? Ce choix doit-il être harmonisé au plan européen ?

GC+ considère qu'un plan de fréquences FDD présente de meilleures garanties en termes de brouillage à la frontière de la sous bande 800MHz.

A cet égard, GC+ rappelle l'importance de prévoir une bande de garde correctement dimensionnée pour éviter les interférences. Cette bande de garde devra être définie dans la sous bande 800MHz.

Question n°77. Comment analysez-vous les enjeux concernant les problématiques d'ouverture et de neutralité des réseaux à l'égard des services et contenus, dans le contexte des futurs réseaux mobiles à très haut débit dans les bandes 800 MHz et 2,6 GHz ? Comment doivent-ils être pris en compte dans une procédure visant à la délivrance d'autorisations d'utilisation de fréquences pour le déploiement de réseaux mobiles dans les bandes 800 MHz et 2,6 GHz ?

Les futurs réseaux mobiles à très haut débit permettront d'accueillir demain encore plus de services et contenus que les réseaux actuels. Les opérateurs de télécommunications ont d'ailleurs justifié leurs besoins en fréquences supplémentaires par des considérations liées à la couverture du territoire mais aussi par le développement de nouveaux services et contenus. Dans ce contexte, il serait particulièrement choquant que les fournisseurs de services audiovisuels qui doivent libérer la sous bande 800MHz au profit des services de télécommunications fassent l'objet de restrictions dans l'accès aux réseaux utilisant ces fréquences.

Ainsi, il paraît tout à fait justifié de prévoir dans les futures autorisations qui seront délivrées aux opérateurs une obligation de neutralité de leurs réseaux au regard des applications et services. Plus précisément, cette obligation signifierait qu'un opérateur ne pourrait refuser d'accueillir une application ou un service sur son réseau que s'il était en mesure de justifier d'une contrainte technique liée à sa saturation. Les opérateurs devraient également prendre l'engagement de ne pas pratiquer sur leurs réseaux de discrimination entre leurs propres services et les services d'un fournisseur tiers. En prévoyant de telles dispositions dans les autorisations, l'ARCEP ne ferait qu'appliquer les préconisations du futur cadre réglementaire européen qui invite les autorités réglementaires nationales à « favoriser la capacité des utilisateurs finaux à accéder à l'information et à en diffuser ainsi qu'à utiliser des applications et des services de leur choix » (art 8 de la future directive cadre notamment). D'ailleurs, les dispositions relatives à la neutralité des réseaux du nouveau « paquet télécom » pourraient servir de référence à l'Autorité pour les obligations à faire figurer dans les futures autorisations.

Question n°81. L'introduction d'obligations de qualité de service vous paraît-elle pertinente ? Quelles obligations doivent alors être prévues ?

Comme pour le point précédent, si l'on veut que les consommateurs tirent le plein bénéfice des nouveaux services enrichis que permettra le très haut débit mobile (comme l'accès aux contenus multimédias), il paraît assez pertinent que les autorisations accordées aux opérateurs mobiles contiennent des obligations minimales de qualité de service. Ces obligations devraient être définies dans l'objectif de fournir aux consommateurs un niveau de qualité de service conforme aux usages grand public

des offres multimédia Là encore, le régulateur ne ferait que suivre les préconisations du futur cadre réglementaire européen qui l'invite à fixer de telles exigences minimales en matière de qualité de service aux entreprises fournissant des réseaux de communications publics (art 22 de la future directive « service universel »).

Question n°87. Avez-vous des commentaires et des propositions complémentaires sur les droits et obligations qui doivent être attachés aux autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 800 MHz et 2,6 GHz ?

GC+ considère que les obligations suivantes devraient être attachées à toutes les autorisations de fréquences dans la bande 800 MHz :

- Une obligation de protection de la réception des signaux audiovisuels numériques quelque soit la technologie mobile utilisée :

- cette obligation devrait se traduire par la soumission préalable à l'Autorité par les opérateurs des procédés et techniques de protection des fréquences audiovisuelles en fonction des différentes technologies qu'ils entendent mettre en œuvre dans la bande 800MHz,
- cette obligation devrait évidemment concerner les technologies connues au moment de l'attribution des autorisations mais aussi toutes les technologies à venir au fur et à mesure de leur utilisation par les opérateurs. A cet égard, GC+ invite l'ARCEP à prendre en compte les résultats des travaux techniques en cours à l'ANFR,
- enfin, les autorisations accordées aux opérateurs devraient prévoir expressément le principe de la prise en charge directe par ces derniers des coûts induits par cette protection de la radiodiffusion vis-à-vis du service mobile au fur et à mesure du déploiement des réseaux mobiles (ex : modification des installations de réception de la TNT).

- Une obligation de prise en charge des modifications nécessaires au maintien de la diffusion TNT dues à la libération de la sous-bande :

- GC+ estime en effet que la densification du spectre liée à la libération de la sous-bande impliquera la mise en œuvre d'équipements supplémentaires sur les émetteurs TNT qu'il conviendra aux nouveaux affectataires de la sous-bande de financer, idéalement par un mécanisme de type FRS.

Question n°105. Dans le cas où les deux bandes de fréquences ne sont pas couplées ex ante et où l'attribution se fait de manière séquentielle, quelle articulation préconisez vous ? Faudrait-il attribuer d'abord la bande 800 MHz ou 2,6 GHz ?

GC+ considère que le choix de l'ARCEP de la bande à attribuer en premier devrait être principalement dicté par des considérations liées à la disponibilité de la bande et de garanties en ce qui concerne l'absence d'interférences avec des services autres que mobiles.